

Communiqué de presse.

Alertés par un courrier de Samuel Cazenave et d'Agnès Bel concernant un scénario de disparition du collège, les personnels du réseau d'Education Prioritaire Renforcé (REP+) se sont rapidement mobilisés. Plus de cinquante personnes représentant les huit écoles du quartier et les personnels du collège se sont réunis à deux reprises dans la journée de lundi. Ils ont été unanimes pour s'engager dans un mouvement s'opposant à la fermeture éventuelle du collège et de son réseau d'éducation prioritaire.

Pourquoi s'opposer à la fermeture du collège ?

- **Car une fois de plus on s'en prend aux plus démunis.** Nos 167 élèves sont majoritairement issus de familles très défavorisées. Ils bénéficient avec notre collège **d'un équipement de proximité de qualité où l'encadrement est renforcé** ce qui permet **une prise en charge individualisée** (classes à effectifs allégés, professeurs supplémentaires, infirmière scolaire à temps plein, assistante sociale, personnels de vie scolaire renforcés, assistants pédagogiques). Quel avenir pour nos élèves, tous dispersés dans les autres collèges de l'agglomération sans prise en charge spécifique ?
- **Car éloigner c'est fragiliser.** La collectivité départementale met en avant le coût lié au faible nombre de demi-pensionnaires : mais pourquoi 80% des élèves mangent-ils chez eux ? C'est tout simplement le prix du repas, nous réclamons depuis des années un tarif social pour les plus démunis, la plupart d'entre eux mangent à la cantine scolaire des écoles car le prix y est 2 fois moins élevé mais, arrivés au collège, ils rentrent chez eux le midi. Demain, à plusieurs kilomètres de leur domicile, il est malheureusement fort à parier que des élèves ne prendront plus les repas du midi et que l'absentéisme se renforcera.
- **Car il n'y a pas de fatalité pour le secteur ouest de la ville d'Angoulême et les quartiers de Basseau Grande Garenne.** Certains nous disent que tout a été tenté, c'est faux. Depuis des années nous demandons à réunir les représentants de l'Etat, du département et de l'Education Nationale pour prendre les mesures nécessaires au retour de la mixité sociale dans le collège, depuis trois ans nous leur demandons de se saisir de la circulaire de l'éducation permettant la création d'un secteur multi-collèges, aucune réponse à ces demandes. Alors que le quartier est en pleine opération de rénovation urbaine avec près de 100 millions d'euros d'investissement, quel sens donner à la fermeture de son collège ? Comment 3 ans après CHARLIE, la République pourrait abdiquer sur ce territoire en fermant son principal outil du vivre ensemble et son principal vecteur de laïcité ?
- **Car près de 1000 élèves vont perdre le bénéfice de l'éducation prioritaire.** La fermeture du collège, c'est la fin du Réseau d'Education Prioritaire renforcé (REP+) et de ses moyens dédiés aux écoles. Fin des CP et CE1 dédoublés sur les écoles Uderzo,

Renoir, Fournier et Marie Curie, fin des classes à moins de 25 élèves, fin de la scolarisation des moins de trois ans pour les écoles maternelles, fin de l'apport des professeurs du collège, fin des moyens renforcés pour la formation des maîtres, fin donc les passerelles entre les écoles et le collège de secteur, fin du travail collaboratif entre enseignants du premier et du second degré.

- **Car la parole politique doit avoir un sens.** Le président Bonneau après sa prise de fonction à la présidence du département a visité le collège. Il avait alors confirmé au chef d'établissement que le département travaillait à la fermeture de collèges dans le département, mais que le collège Michelle Pallet n'était pas concerné. A Plusieurs reprises, Samuel Cazenave, Vice-président du Département, a confirmé que le collège Michelle Pallet ne fermerait pas et que la venue de Canopé s'inscrivait dans une logique de relance de l'établissement. Les personnels travaillent depuis plusieurs mois à la reconfiguration du collège, il y a quelques jours encore des agents du département ont sollicité nos collègues sur l'emplacement des prises dans leurs futures classes !!!!!

Au même titre que leurs conseillers départementaux, LES PERSONNELS, parents d'élèves et associations de quartiers déjà engagés dans l'action et à l'initiative d'une pétition sont déterminés à sauver le collège Michelle Pallet et son réseau d'Education prioritaire renforcé. Ils demandent au Préfet, aux Députés aux Sénateurs et au maire d'Angoulême d'intervenir auprès de la collectivité départementale en ce sens.

Ils appellent les habitants, les citoyens et tous ceux qui le souhaitent (élus, syndicats, partis, associations.....) **à participer à la marche organisée lundi 13 novembre à partir de 16h15 pour sauver le service public d'éducation du secteur ouest d'Angoulême.** Ils ont à ce jour reçu le soutien des syndicats SNES, SNUIPP, SNICS, SNEP, FSU, SNUDI-FO et des associations de quartiers (comité de quartier Sillac/Grande Garenne, CSCS MJC Grande Garenne-Sillac-Frégeneuil, club des aînés, paroisse St Jean Baptiste, association au fil des femmes, FCPE locale).

Ils réitèrent une fois de plus leur demande de réunir tous les décideurs (Préfet, département, Education Nationale et municipalité) **afin de construire ensemble un projet ambitieux pour le collège Michelle Pallet et ses écoles.**

Le secteur ouest d'Angoulême et ses 8000 habitants ont le droit de garder un collège sur leur territoire.